Bulletin œcuménique

OCTOBRE 1977 NUMERO 6 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

... de la politique. Politique..., terme très ambigu qui correspond à des ressentis très divers, qui soulève souvent la réprobation lorsqu'il est lié à l'"Eglise", qui recueille les éloges lorsqu'il est associé à l'"Etat."

Issus des Eglises, travaillant dans des Etats, nos trois mouvements s'occupent, pour beaucoup, de projets dans le Tiers-Monde, auprès des plus faibles, des plus pauvres, auprès des victimes, des injustices et des violences de nos sociétés. Par notre action même, nous nous engageons à créer des conditions économiques, sociales, politiques et culturelles pour que tout homme et tout l'homme puisse participer activement et consciemment à la création. En d'autres termes, nous sommes engagés dans une lutte pour un changement de société (appelons un chat un chat), nous investissons dans une action politique. Ce qui m'étonne à ce stade c'est que

I) nous sommes unanimes à dire que le ménage mondial est complètement perturbé et ceux qui travaillent outre-mer sont des témoins pour nous le rappeler, à nous les Suisses de Suisse.
2) nous sommes unanimes à souhaiter des changements structurels profonds car nous constatons bien que, depuis les nombreuses années que nous travaillons dans le Tiers-Monde, nous ne ferons que mettre des emplâtres sur des jambes de bois si nous ne nous attaquons pas aux racines du mal.
3) nous sommes unanimes à projeter sur notre action l'objectif d'un monde "d'amour"...

Et c'est ici le sujet de mon étonnement. A partir d'une analyse politique de la situation, nous débouchons sur une utopie formulée en termes théologiques ou philosophiques. Lorsqu'on repense l'aménagement d'un appartement qui ne nous convient pas, on ne dit pas seulement "il faudra que chacun s'y sente à l'aide"; on trace des plans, on élabore un projet de manière à le transformer pour qu'il réponde à nos vrais besoins.

Pourquoi FSF, EIRENE, GVOM n'ont-ils pas à leur clé un objectif politique global ? Pourquoi ne discutons-nous pas la société et l'homme de demain en termes politiques ?

Avons-nous peur de la politique ???

Jean-Luc Tissot

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

Que les vents des cieux dansent entre vous

Alors Almitra parla de nouveau et dit :

Et que nous dis-tu du mariage, maître ?

Et il répondit en disant :

Vous êtes nés ensemble, et ensemble vous resterez jusqu'à la fin des temps.

Vous serez ensemble lorsque les ailes blanches de la mort disperseront vos jours.

Oui, vous serez ensemble jusque dans la mémoire silencieuse de Dieu.

Mais qu'il y ait des espaces dans votre union,

Et que les vents des cieux dansent entre vous,

Aimez-vous l'un l'autre, mais ne faites pas de l'amour une chaîne.

Qu'il y ait plutôt une mer mouvante entre les rivages de vos âmes.

Remplissez la tasse l'un de l'autre, mais ne buvez pas de la même tasse.

Donnez de votre pain l'un à l'autre, mais ne mangez pas du même morceau.

Chantez et dansez ensemble et réjouissez-vous, mais que chacun de vous puisse être seul.

De même que les cordes du luth sont séparées, mais n'en vibrent pas moins de la même musique,

Donnez vos coeurs, mais ne les confiez pas à la garde l'un de l'autre.

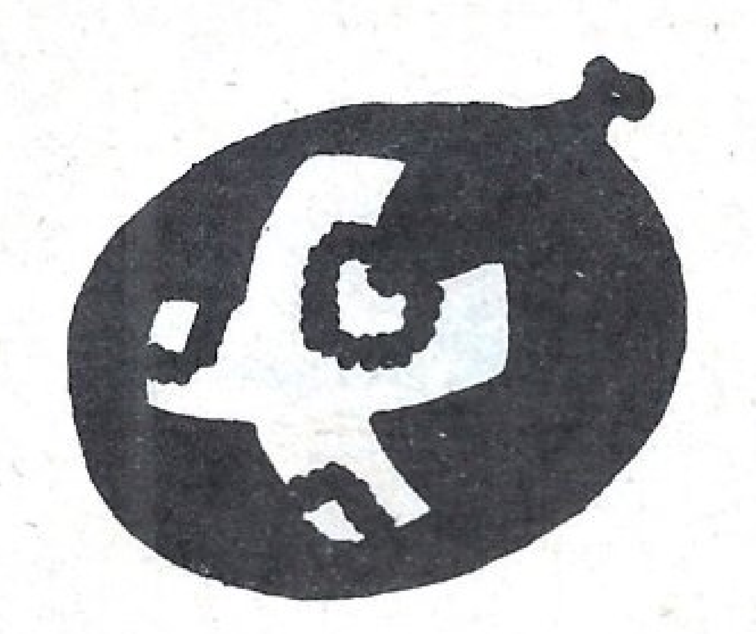
Car seule la main de la Vie peut contenir vos coeurs.

Et tenez-vous ensemble, mais sans trop vous rapprocher,

Car les colonnes du temple s'élèvent séparées,

Et le chêne et le cyprès ne croissent pas à l'ombre l'un de l'autre.

GIBRAN KHALIL GIBRAN
extrait de:"Le prophète".



LE NOUVEL INDICE DES PRIX: UNE NOUVELLE INJUSTICE ?

L'indice suisse des prix à la consommation a fait peau neuve en septembre. Calculé depuis 1914 et après avoir subi une révision fondamentale en 1966, les autorités ont jugé nécessaire de le remettre sur le métier. L'indice - trop sensible aux yeux de certains - s'est vu accablé de tous les maux au moment de la montée du prix du pétrole et de ses dérivés. Les changements dans les habitudes de consommation aidant, la remise à jour s'avérait inéluctable.

Pour avoir les éléments de base du nouvel indice, l'Ofiamt (office fédéral des industries, arts et métiers) a, en 1975, doublé le nombre de teneurs de comptes pour la calculation des budgets de ménages salariés. Ces résultats permettent d'établir un "schéma de consommation" qui va aider à fixer les coefficients du nouvel indice. Et c'est ici que le bât blesse ! Les teneurs de comptes ne sont pas représentatifs des milieux salariés. Leur style de vie et leurs habitudes de consommation sont ceux d'une classe dont les revenus se situent au-dessus de la moyenne.

La presque totalité des ménages "teneurs de comptes" (92 %) ont un revenu supérieur au montant que révèle l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements, également publiée par l'Ofiamt :

74	ménages se situent entre	2000 et 3000 francs par mois
342		3000 et 4000
288		4000 et 5000
148		5000 et 6000
61		6000 et 7000

En partant des chiffres de l'enquête sur les salaires (qui touche plus d'un million d'ouvriers et d'employés et 57'000 entreprises) on arrive à un revenu familial moyen de 2940 francs. Très loin des revenus cités ci-dessus !

Dès lors, la répartition des différents postes, en partant de revenus très nettement supérieurs, est faussée. Par exemple, la part des dépenses pour l'alimentation : si elle était de 31 % jusqu'à présent, ne sera plus que de 20 % dans le nouvel indice. Il n'est pas difficile de comprendre que si ce poste représente dans la pratique d'un budget ouvrier entre 30 et 35 %, les augmentations de l'alimentation vont se répercuter plus durement pour lui... que l'indice ne les traduira que dans une moindre mesure... et que si une augmentation de salaire se calcule sur cette base, elle ne couvrira pas l'augmentation réelle de ses dépenses !

N'est-il pas à parier qu'avec le nouvel indice un slogan fera à nouveau surface : "tout augmente, sauf l'indice" ?

Antoine Queloz

INTERVIEW · EXPRESS   



ISIDORE DE SOUZA, DIRECTEUR DE L'INSTITUT SUPERIEUR DE CULTURE RELIGIEUSE A ABIDJAN (COTE D'IVOIRE)

****

- *Le volontariat chrétien a-t-il encore une place en Afrique ?*

- Le volontariat chrétien a ses détracteurs et ses protagonistes. Je comprends les raisons des uns et des autres. Pour les uns, l'apport extérieur en personnes et en argent rend nos Eglises rachitiques, car elles ne vivent pas par elles-mêmes. Cet apport empêche les Eglises africaines d'inventer de nouvelles formes d'évangélisation. Dans l'ambiance actuelle de décolonisation qu'on sent partout, les détracteurs disent un non catégorique au volontariat. D'une certaine façon, ils ont raison, mais c'est aussi une entorse au caractère universel et missionnaire de l'Eglise. Il faut pouvoir mettre en commun les richesses que nous avons, mais pas dans un rapport de maîtres à dominés. Cette action ne doit pas empêcher nos Eglises de se suffire à elles-mêmes.
Nous accueillons des volontaires chrétiens, à condition qu'ils acceptent nos idées et nos projets. Ce n'est pas à eux de nous imposer leurs idées ou leurs projets. Parce que nous sommes aussi capables d'avoir des idées et de concevoir des projets ! Qu'ils s'insèrent dans notre action, telle que nous l'avons pensée bonne pour notre Eglise, pour notre peuple, pour notre pays. Mais s'ils veulent en faire à leur tête, nous préférons renoncer à leur générosité et à leur renoncement !

- *L'Afrique peut-elle nous aider à réhumaniser notre maldéveloppement ?*

Nous n'avons pas à faire la leçon aux autres, mais à vivre le mieux possible nos valeurs humaines et religieuses. Si nous les vivons pleinement, elles feront tache d'huile. L'Afrique a déjà beaucoup apporté dans le domaine des relations humaines, sur le plan artistique, le sens de la fête... Oui, précisément, les volontaires qui ont découvert en Afrique le sens de la fête essaient de le recréer chez eux. Seulement, ça devient factice, parce que chez nous c'est encastré dans une tradition, dans une coutume, dans une ambiance naturelle.

Le fait qu'on cherche à vivre mieux les relations humaines en Europe, le dialogue entre voisins, n'est pas étranger au contact avec l'Afrique et avec l'Asie. Ces valeurs se vivent chez nous spontanément, sans que nous en fassions un objectif. Il en va de même sur le plan religieux. Si l'Occident nous laisse vivre notre foi et nos valeurs religieuses à l'africaine, sans rien renier de notre foi, vous vous en trouverez peut-être influencés. Ecrire des livres, des revues et des articles ne sert à rien, si nous ne vivons pas, si nous ne nous épanouissons pas. Par la liberté de recherche et d'invention, non seulement vous ne risquez pas de nous perdre, mais l'Occident et l'Eglise courent le risque heureux de se voir un peu plus épanouis, un peu plus diversifiés par un enrichissement.

Paul Jubin

3 et 4 décembre : non au service civil de remplacement.

LES DONNEES DU PROBLEME.

I. Texte soumis au vote populaire :

"Celui qui, du fait de ses convictions morales ou religieuses, ne peut concilier avec les exigences de sa conscience l'accomplissement du service militaire dans l'armée, est appelé à faire un service civil de remplacement équivalent. La loi règle les modalités."

2. Que sera la loi d'application ?

Les grandes lignes en ont été tracées par le rapport de la commission d'experts pour l'étude de l'introduction d'un service de remplacement du I8 septembre I974.
Les civilistes travailleront dans un cadre hiérarchique semblable à celui de l'armée mais dépendront du Département de l'Intérieur. Ils seront engagés dans des unités de travail et seront logés dans des cantonnements spéciaux. Ils porteront un vêtement distinctif, seront tenus d'accepter une fonction supérieure et de recevoir à cet effet des cours d'instruction. La durée du service s'élèvera à I2 mois accomplis en une fois et en Suisse uniquement. Les possibilités d'affectation seront les suivantes : travaux sanitaires et humanitaires, aide en cas de catastrophe; travaux de construction (bâtiments et ouvrages), aide technique.

OBJECTIFS D'UN SERVICE CIVIL.

I. Résoudre le problème des objecteurs de conscience.

année :	I963	I965	I967	I969	I97I	I973	I975
nb. d'objecteurs :	70	77	93	I33	227	450	520

... leur nombre augmente ! Chacun sait qu'en Suisse ils sont traités comme des délinquants et que la plupart d'entre eux purgent une peine au même titre que les prisonniers de droit commun. L'objection de conscience a été longtemps considérée comme tabou et n'est sortie de l'ombre que ces dix dernières années. Elle est devenue un sujet de préoccupation publique qui a pris les dimensions de malaise national. Les Eglises notamment ont été interpellées puisqu'il s'agissait de la "conscience".
Actuellement la Suisse est sur le chemin de régler son contentieux vis-à-vis de la Déclaration des Droits de l'Homme qui reconnaît le droit fondamental à l'objection de conscience. On le voit, les autorités civiles, religieuses comme les autorités militaires ont hâte de règler le problème de l'objection de conscience.

2. Créer un service civil pour la paix.

Il serait pourtant naïf de croire que l'on règlera le problème des objecteurs en les soustrayant simplement au service militaire. Si ces derniers refusent d'entrer dans l'armée, ce n'est point qu'ils nient l'existence de tensions dans le monde, mais ils envisagent d'autres moyens pour les résoudre que le recours à la violence armée. Dans leur majorité, ils sont prêts à accomplir un service civil pour la paix. C'est sur ce point que l'on donnera sa légitimité complète à l'objection de conscience, qu'on la prendra au sérieux, qu'on lui donnera sa dimension constructive.

LE PROJET DU CONSEIL FEDERAL CORRESPOND-IL A CES 2 OBJECTIFS ?

I. Résoudre le problème des objecteurs de conscience.

Les parlementaires et les membres du gouvernement ne veulent ouvrir la porte du service civil de remplacement qu'à l'objecteur "moral" ou "religieux", se méfiant de celui qu'ils appellent le "politique". Ainsi l'objecteur devra prouver son conflit de conscience devant une commission qui le "jugera", et le Conseil Fédéral de rappeler que le pays est outillé pour un tel triage puisque la jurisprudence des tribunaux militaires fera foi. Nous voilà fixés sur un point : seul I/4 des objecteurs actuels seront admis

demain à entrer dans un service de remplacement. Pour comprendre cette proportion, il est indispensable de définir qui sont ces objecteurs dits "politiques" car la grande majorité des citoyens l'ignore. Si un objecteur parle de sa crainte d'un Dieu tout puissant qui l'enverrait en enfer s'il tuait, le tribunal lui reconnaîtra des motifs religieux. Si le croyant insiste sur le sens de l'Evangile dans le domaine des affaires publiques auquel appartient la politique, il sera jugé réfractaire ! Et voilà comment nombre de croyants (entre autres) sont condamnés au pénitencier.

SOUS CET ANGLE, LE PROBLEME DE LA PLUPART DES OBJECTEURS NE SERA PAS RESOLU APRES LE 4 DECEMBRE.

2. Instituer un service civil pour la paix.

Le texte constitutionnel rédigé par le Conseil Fédéral ne parle pas d'un service civil mais d'un service civil de remplacement. Cette dénomination montre sans équivoque que le service civil a été conçu comme un "ersatz" du service militaire. Il s'est agi de créer des conditions de service aussi proches que possible du service militaire pour décourager ceux qui choisiraient la voie du service civil comme voie de la facilité. (cf. Que sera la loi d'application)

Ainsi un service civil authentique doit contribuer au développement d'une société tournée vers la paix. Dans ce but, son activité doit se dérouler avant tout dans les domaines où les besoins humains fondamentaux n'ont pas été respectés par le développement de la société ou n'ont pas été pris en considération par des intérêts dominants.

C'est dans ce sens que travaillent GVOM - FSF - EIRENE.

Le service de remplacement ne correspond pas à cet objectif car il n'admet pas un service à l'étranger, il n'admet pas le service qu'offrent des organisations privées, il n'est pas organisé démocratiquement, il n'est pas dirigé vers un service de paix à la communauté.

UN SERVICE DE REMPLACEMENT NE RESOUT PAS LE PROBLEME DE L'INSTAURATION D'UN SERVICE CIVIL.

QUE VOTER ?

Si le projet du Conseil Fédéral était adopté en votation populaire les 3 et 4 décembre, il soulagerait la conscience des militaires et d'une grande partie de la population, mais il ne résoudrait pas le problème de l'objection de conscience, alors,

VOTONS NON

... mais cela ne suffit pas...

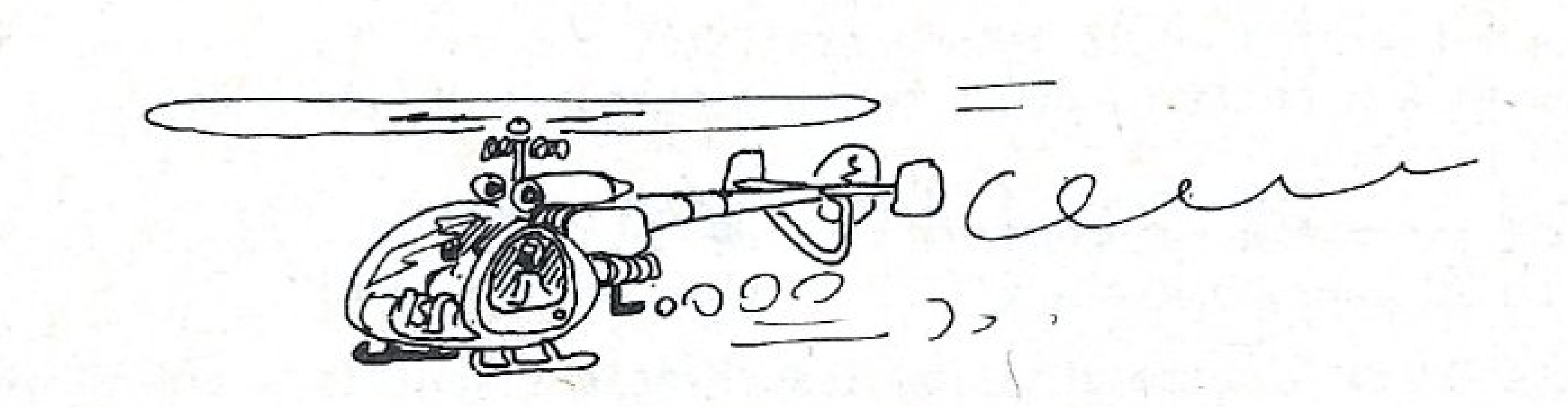
NOUVELLE INITIATIVE POUR UN AUTHENTIQUE SERVICE CIVIL.

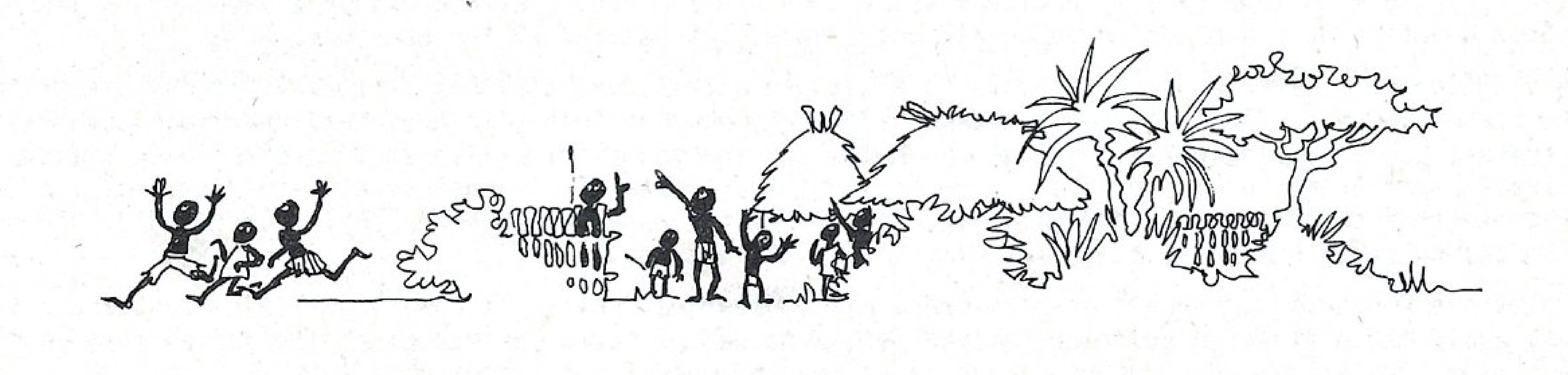
Il y a un peu plus de deux ans, les milieux pacifistes/objecteurs, préoccupés par la lenteur et la tournure des débats officiels ont mis sur pied un organe - la Conférence Suisse pour un Service Civil - destiné à clarifier ce que devrait être un véritable service civil.
Sur les bases définies par la CSSC, un groupe lance, fin octobre 77, une nouvelle initiative "Pour un Service Civil Authentique", qui supprime la commission d'examen de conscience comme critère d'admission en la remplaçant par la preuve de l'acte, c'est-à-dire que pour prouver sa bonne foi, le civiliste va accomplir un service civil d'une durée supérieure à celle du service militaire (jusqu'à 18 mois). De plus, cette initiative mentionne que le service aura une dimension internationale, qu'il sera "pour la paix" et que des organisations privées seront partie prenante.
CETTE NOUVELLE INITIATIVE CORRESPOND AUX OBJECTIFS DEFINIS PLUS HAUT : SIGNEZ-LA ET FAITES-LA SIGNER !

Adresse de contact : EIRENE, BP 12 2013 Colombier

Jean-Luc

1





2



3



Des jeunes découvrent une vie nouvelle sur une vieille terre

Genève (SOEPI) - Ils ont discuté de tout, depuis le Saint-Esprit jusqu'à l'homosexualité; ils ont discuté avec tous, des évêques irlandais jusqu'aux sculpteurs, aux religieuses et aux politiciens. Ils ont écouté des récitals d'orgues, prié toute la nuit, dansé et fait des rondes la nuit, sur la plage.

Cette manifestation remarquable de I200 jeunes était une assemblée oecuménique appelée Dayspring (aurore), organisée par le Conseil britannique des Eglises. Elle a eu lieu du I3 au 20 août, dans la ville galloise de St Davids.

Colin Winter, évêque en exil de Namibie et Damaraland, exhorta à cette occasion les chrétiens anglais à s'engager dans la réalité politique et à aider leur pays à se libérer sur le plan intérieur de l'élitisme, de l'avidité et de la stagnation, et sur le plan extérieur de l'injustice vis-à-vis du Tiers monde. L'évêque Winter a demandé aux jeunes d'intensifier "leurs prières d'action de grâce" et de découvrir Jésus parmi les pauvres et les opprimés.

Les dix jours de Dayspring furent consacrés à des séminaires, des ateliers de travail et des discussions par petits groupes portant notamment sur la lutte pour la défense de la langue galloise, le mouvement charismatique, la théologie féministe, le travail pastoral, l'aide et le développement, la philosophie irlandaise et le ministère en milieu urbain. Les ateliers de travail portèrent sur l'expression dramatique et l'art créatif, la musique et la méditation, etc. Les soirées furent agrémentées de concert de musique galloise, d'un orchestre rock, d'une pièce de théâtre et d'un "souper du Christ", culminant dans un service eucharistique.

En plus des contacts personnels établis grâce à ces diverses manifestations, la ville de tentes abritant les I200 participants avait été divisée en quartiers et groupes, avec des pasteurs les aidant et les conseillant pour que chacun puisse renouveler l'expérience du Dayspring dans la vie quotidienne à son retour chez lui.

"Dayspring a eu pour but d'aider les gens à découvrir une spiritualité" a déclaré Michael Doe, du Conseil britannique des Eglises, "un moyen de vivre et de prier qui reflète et motive notre intérêt pour le monde". Pour beaucoup de participants, le pélerinage de Dayspring a permis d'y parvenir.

EXTRAIT DU DISCOURS DE M. WILLY RITSCHARD PRONONCE LORS DE LA JOURNEE OFFICIELLE DU COMPTOIR DE LAUSANNE

Nous avons peut-être oublié qu'il existe d'autres valeurs que la croissance économique et que ce ne sera pas le succès économique qui sauvera le monde, a dit M. Ritschard. Le doute à l'égard du progrès technique, qui joue un aussi grand rôle dans le débat sur les centrales nucléaires, est aussi un scepticisme à l'égard d'un monde où tout est économie, une perplexité à l'égard d'un monde qui ne se soucie que du coût et du bénéfice, d'un monde où l'on ne fait plus que payer et être payé.

"Je ne suis pas de ceux qui rêvent d'une société en sabots, où le birchermuesli serait le repas principal. Il faut de la croissance, mais il nous faut une autre échelle". Et M. Ritschard de citer des exemples : "Celui qui provoque un accident et par-dessus le marché démolit son véhicule contribue à la croissance économique, il déclenche une prestation de services à l'hôpital, le carrossier doit retaper le véhicule. L'automobiliste prudent, lui, ne fait rien pour la croissance, il est peut-être malgré tout un bon citoyen. Celui qui arrête de fumer diminue la croissance. Et moi, le matin, en allant au travail à pied, au contraire de celui qui y va en auto, je n'apporte rien à la croissance, même si je me fais du bien et que j'augmente ma qualité de vie".

SUISSE - A Romainmôtier, dans une abbaye, près de Lausanne, quatre femmes vivent ensemble, liées par le même projet de vie évangélique : deux religieuses catholiques françaises, de la Congrégation des Sacrés-Coeurs (Picpus) et deux diaconesses suisses de Saint-Loup. Expérience originale qui a pris naissance le Ier mai I973. L'initiative en revient au pasteur Tuscher et à Mgr Mamie.

"C'est très exigeant, me dit la soeur Marie-Alix, mais c'est aussi chargé d'espérance. Nous aspirons à devenir un bourgeon d'unité sur la plaie qu'est la division de l'Eglise".

Une expérience du même type se met en place, au début du Carême de I977, sur les bords du lac Léman, au château d'Etoy, dans le canton de Vaud : une fraternité composée de deux soeurs protestantes suisses, une diaconesse de l'Eglise réformée de Versailles, deux Bénédictines de Martigné-Briand. Cette entreprise a été préparée par trois monastères, en communion avec deux paroisses, l'une protestante, en Suisse, l'autre, catholique, en France. Voilà une affaire bien parrainée. Affaire à suivre aussi.

L'EVANGELISATION FACE AU NEO-PAGANISME : DEFIS AUX EGLISES EUROPEENNES

Francfort (SOEPI) - Le problème de l'évangélisation en Europe a été au centre des débats de quelque 35 représentants d'organismes d'évangélisation réunis du 6 au 9 septembre à Francfort sur l'initiative du COE.

Dans un exposé fort remarqué, le pasteur W.A. Visser'tHooft, président d'honneur du COE, a souligné que les Eglises en Europe n'ont pas accordé assez d'attention à la croissance considérable de mouvements religieux non-chrétiens. Il a brossé un portrait de l'Européen type qui, sans être en contact avec les Eglises, n'en est pas moins religieux, et qu'il a qualifié de néo-païen.

On s'est demandé à Francfort si l'un des moyens pour les Eglises de rencontrer cette nouvelle génération d'Européens n'était pas d'aborder avec elle les énormes problèmes éthiques (Club de Rome, énergie nucléaire, armements/militarisme, avortement, etc.) pour trouver ensemble des solutions nouvelles. Car une approche globale dans l'évangélisation doit à la fois tenir compte des personnes et des conditions socio-économiques, politiques et culturelles existantes en Europe.

La consultation n'a pas manqué de relever que "contre tous les fatalismes, contre tous les impossibles nous (devons) proclamer qu'en Christ et pour notre réalité terrestre aussi, il y a toujours un ad-venir, une re-formation, une ré-volution" et que dans une Europe en recherche d'une nouvelle identité les Eglises doivent exprimer clairement leur spécificité chrétienne, à savoir que "nous devons être le peuple porteur d'une espérance indestructible : la Vie, l'Amour, la Joie toujours possibles". Cette espérance "nous engage alors dans un combat au sein de l'Europe" a-t-on souligné.

LA SITUATION DES PRISONNIERS EN SUISSE

Le problème des prisons "fait la une" depuis quelques temps déjà. Il est préoccupant à divers titres :

- La criminalité ne diminue en aucune façon chez nous et la violence crapuleuse gagne du terrain.
- Les possibilités pénitencières sont inadéquates et souvent, les juges ne "savent que faire" de certains condamnés, faute d'institutions correspondant à leur cas.
- Dans la situation de violence aussi bien que de contestation qui nous entoure, notre population se polarise : certains demandent plus de sévérité et n'entendent pas les appels à une justice plus grande, ou à plus d'humanité; d'autres qui veulent agir en faveur des détenus ne sont souvent pas compris.

En demandant à un membre du **Groupe Action Prison** (GAP) de Suisse romande le texte qui suit, la Rédaction d'Interrogation a pensé aux exhortations de l'apôtre Paul dans l'Epitre aux Hébreux : "Souvenez-vous des prisonniers, comme si vous étiez aussi prisonniers; de ceux qui sont maltraités, comme étant aussi vous-même dans un corps". (Hébreux I3.3)

La Rédaction

De plus en plus on parle de prisons; mais ce qui est nouveau c'est la part que prennent les détenus à ce discours. De toutes les prisons on commence à entendre monter un cri de révolte, non plus uniquement contre les statuts de détention, mais également contre une certaine justice de classe. Une justice qui ne se contente pas de maintenir des exclusions sociales, mais qui en fabrique. Rappelons que 90 % des détenus sont issus de milieux populaires (ouvriers non-qualifiés et manoeuvres). Ce qui les caractérise peut-être par rapport à leur milieu, c'est cette incapacité de se reconnaître une identité et une dignité qui corresponde à leur vie quotidienne. C'est ce refus d'accepter leur situation comme réalité normale et définitive qui fait d'eux des révoltés et des délinquants. Et l'acquisition d'un statut social passe encore par le porte-monnaie; notre société ne vente pas, pour rien, les mérites de la consommation.
Bien sûr, nombre "d'illégaux" se recrutent dans la classe moyenne et dans la bourgeoisie. Mais on peut constater que les ressortissants de ces milieux sont en moyenne moins lourdement sanctionnés, déjà parce que leurs possibilités de prendre un avocat sont plus grandes (I00.- frs l'heure au minimum pour un avocat de son choix, ou alors, l'avocat d'office) et on envoie moins facilement en prison une personne possédant un travail stable et un statut social régulier.

LES DETENUS S'ORGANISENT

A plusieurs reprises des pétitions ont circulé dans les différents pénitenciers, demandant une amélioration des conditions de détention. Une de ces pétitions a touché l'ensemble des pénitenciers de Suisse romande, récoltant 750 signatures de détenus. Cette pétition, actuellement aux Chambres fédérales, demande l'abolition du système du pécule et son remplacement par celui d'un salaire minimum de frs. 30.- par jour. (voir plus loin.)
Si un certain nombre d'améliorations ont pu être ainsi obtenues, il a parfois fallu la mutinerie pour que les autorités se décident à écouter les détenus (St Antoine, GE, 5.77). Trop souvent les responsables ne respectent pas le droit de pétition soit, en n'en tenant pas compte, soit en réprimant les signataires (Hindelbank 3.77), laissant ainsi la situation devenir intolérable, ceci tout autant pour les gardiens que pour les détenus.

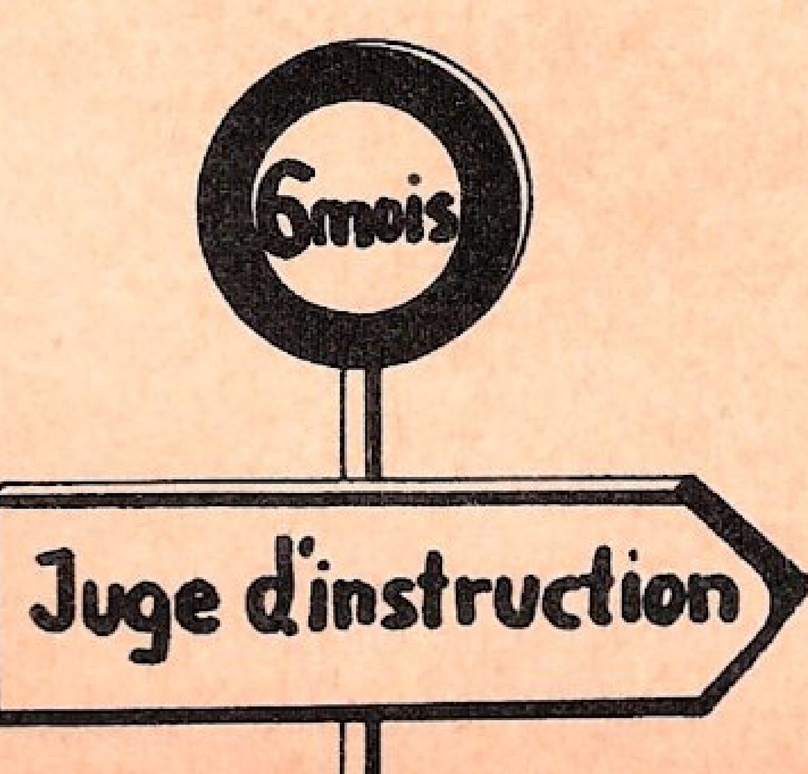
Le GROUPE ACTION PRISONS (GAP) est une expression de la tension qui règne actuellement dans les différents lieux de détention. Formé en 1975, il est fédéré avec l'AKTION STRAFFVOLLZUG en Suisse allemande et avec le COLLETTIVO CARCERI au Tessin.



Depuis plus d'une année le GAP édite un périodique, qui a pour but de soutenir la solidarité entre détenus et détenues en lutte; d'analyser et de dénoncer la machine qu'est la prison, en insistant sur l'exploitation économique, la censure, la répression sexuelle qu'elle fait subir à ses pensionnaires; de faire connaître la lutte des prisonniers comme une lutte non seulement humanitaire et sociale, mais aussi politique.



Le rôle du GAP est aussi, au-delà des services concrets rendus aux détenus et aux ex-détenus (voir plus loin) de concrétiser, de populariser leurs revendications. Ainsi, une pétition concernant la détention préventive (détention sans jugement) a circulé en Suisse romande cet été. Le texte avait pour origine les revendications exprimées à St Antoine et à Neuchâtel. Cette pétition demandait une uniformisation du réglement des différentes préventives, souvent disparates; cette disparité livrant les détenus à l'arbitraire des lieux : ici, nourriture insuffisante et de mauvaise qualité, là, gardiens pratiquant le tabassage sans être contrôlés, etc...



CETTE PREVENTIVE QUI ISOLE

La principale revendication de cette pétition, (outre les demandes qui semblent toutes naturelles à l'heure où la Suisse a signé la "Convention des Droits de l'Homme" et touchant les problèmes de la censure, de l'isolement, de l'hygiène, du travail et des sévices) concernait la durée de la préventive qui ne devrait pas excéder six mois.
Actuellement, la situation est telle que l'emprisonnement préventif est systématiquement appliqué alors qu'il est légalement prévu pour les cas présentant de réels dangers (récidive, collusion, fuite, etc...). Et on en arrive à des situations qui pourraient être cocasses, si un séjour en prison n'avait pas d'aussi lourdes conséquences sociales. A Genève par exemple, 60 % des prévenus sont relâchés après environ quatre semaines de détention sans être jugés, ni donc condamnés. Il arrive même que le séjour en préventive détermine la peine prononcée au jugement : ainsi ce détenu qui après 9 mois de préventive se voit condamné à six mois fermes... C'est dur, trois mois derrière les barreaux à payer les lenteurs administratives ! Pour le reste des conditions de la détention préventive, il y a peu de choses à dire, si ce n'est que la préventive est le lieu où le taux des suicides est le plus élevé dans notre système pénitentière.
La préventive : 23h30 de cellule coupées les jours ouvrables d'une demi-heure de promenade à tourner en rond. Pour tromper l'ennui, la bibliothèque donne droit en général à deux livres par semaine. La médicalisation est aussi une façon de lutter contre l'ennui et les somnifères de tous genres sont denrée courante. Il existe bien parfois certaines possibilités de travail qui sans être revalorisantes (pliages et collages...) permettent au détenu de s'offrir son paquet de cigarettes et d'acheter le plus strict nécessaire. On n'y devient cependant pas riche ! Ainsi un détenu ayant essayé d'accumuler le maximum de travail (celui-ci fait souvent défaut) a réussi à gagner 271.- frs en un mois. Ce n'est pas avec cela que l'on peut, soit envoyer un mandat à sa famille, soit se préparer à une sortie décente !
La préventive fait le plus souvent perdre l'emploi que l'on possédait, et ceci, même si le séjour en prison débouche sur un non-lieu. Du point de vue formation, ce type de détenu ne peut rien entreprendre, les prisons préventives ne possédant pas les moyens pratiques nécessaires et les prévenus ne pouvant faire aucun projet ne sachant pas pour combien de temps ils sont enfermés.

Indépendamment de l'isolement, le prévenu est contrôlé et perd toute intimité dans ses rapports avec le monde extérieur : son courrier est ouvert et ses visites limitées et surveillées.
Dans le Canton de Vaud, les quotidiens ne franchissent pas la grande porte, pour ne pas parler du "PASSE-MURAILLE" !

DE LA PREVENTIVE A LA DETENTION

Une fois le jugement rendu le prévenu va purger sa peine, à Bellechasse s'il est primaire (première peine), à Bochuz s'il est récidiviste; à Crêtelongue en Valais réservé aux fins de peines et à la semi-liberté (détenus vivant au pénitencier mais travaillant à l'extérieur) dont ne profitent que 5 % des détenus; à Hindelbank pour les femmes et jeunes filles de toute la Suisse indépendamment de leur langue maternelle.

En détention, si les possibilités d'acquérir une formation sont plus grandes, elles restent le fait d'une minorité et sont considérées comme un privilège. L'obstacle financier joue un rôle important, les cours par correspondance revenant à environ 80.- frs par mois. On peut s'imaginer ce que cela représente pour un détenu lorsque l'on sait que le pécule maximum moyen est de huit à dix francs par jour ouvrable de travail effectif et que pratiquement il peut se réduire à I ou 2 francs par jour. Le pécule peut diminuer selon un certain nombre de "points" taxant autant l'application au travail que la bonne conduite, la camaraderie, la propreté et la politesse.

Par ailleurs, environ un tiers du pécule est mis automatiquement de côté pour la sortie, un deuxième tiers sert à payer diverses dépenses (par exemple le dentiste). Le troisième tiers "libre" sert, outre à ces fameux cours, à payer des frais divers : port, livres, sous-vêtements, cigarettes, café, dentifrice, etc... Il est entendu bien sûr que l'extérieur ne peut pas déposer de l'argent sur le compte d'un détenu.

TRAVAIL ET DETENTION

Il existe il est vrai des possibilités de faire un apprentissage en prison, mais on constate malheureusement une disparité évidente entre les offres d'apprentissages et la demande à l'extérieur : sont formés des typos, relieurs, boulangers, travailleurs agricoles et certains mécaniciens. Les places d'apprentissage sont très limitées (Bochuz n'en offre que six à la fois) et la formation reçue en pénitencier n'est pas toujours reconnue à la sortie. De plus la longueur de la préventive n'a pas permis au détenu d'apprendre un quelconque métier durant une grande partie de sa détention. Enfin, du fait de différents obstacles administratifs, les détenus comptent qu'il faut une peine de six à neuf ans pour pouvoir mener à bien un apprentissage complet. Pour la majorité des détenus, il ne reste que la possibilité du travail agricole. Seul cependant le 2,5 % des détenus sont issus des milieux ruraux et la plupart, venant de milieux citadins ne sauront que faire de ce type de formation une fois libérés. Il faut encore ajouter que les travaux dits industriels proposés sont souvent archaïques et n'offrent aucune possibilité de reclassement : par exemple la mancherie, la sellerie, le brochage et le cartonnage.

Peu est donc fait pour une véritable réinsertion professionnelle et il n'existe pratiquement pas de possibilités de perfectionnement. Ainsi les détenus finissent souvent par perdre la pratique de leur métier. En plus de l'absence générale de respect de la force de travail des détenus, l'organisation pénitentiaire ne tient compte, ni de la rentabilité, ni des aptitudes des détenus; ainsi ce comptable qui a trié pendant une année des pantalons.

QUELLE REINSERTION ?

Il y aurait encore beaucoup à dire mais on peut déjà constater que rien n'est fait dans le sens d'un "apprentissage aux responsabilités" des détenus : gestion d'un budget, utilisation du produit du travail, organisation d'un plan de désendettement, développement d'une certaine autonomie. Et ces points devraient cependant intervenir dans n'importe quel projet de réinsertion sociale. D'une manière générale, le détenu se retrouve à sa sortie dans une situation qui n'a guère évolué par rapport à celle de son entrée. Elle a en fait plutôt empiré !
Il doit affronter sa vie d'homme libre avec un minimum en poche, tel ce détenu qui après trente mois de détention est sorti avec 500.-frs pour vivre le temps de trouver un logement, un travail et de quoi se vêtir. C'est alors l'attente dégradante à la porte des "patronnages" pour mendier un bon de dix nuits à l'Armée du Salut. Et il ne faut pas oublier ces dettes qui l'attendent à la sortie, ces dettes dans lesquelles les frais de justice occupent une grande place et qui lui ôtent l'espoir d'une vie normale souvent pendant des années après l'expiration de la peine. "On ne finit jamais de payer".



ISOLEMENT PENDANT, ISOLEMENT APRES

Et souvent, comme si ces difficultés n'étaient pas suffisantes, le détenu est seul à la sortie; aussi seul que pendant la détention où les visites, quand visites il y a (les pénitenciers ne sont pas toujours d'accès facile), sont rares. Un mari en prison signifie pour une épouse : solitude et insécurité matérielle (beaucoup de familles devant passer par l'assistance pour survivre). Une trop longue séparation brise souvent les ménages et les relations; la moitié des détenus mariés divorcent ou perdent tout contact avec leur famille.

* * * * * * * * * *

Cette prison qui selon l'article 37 du code pénal devrait être un lieu éducatif et profitable à la réintégration du détenu dans la société peut mettre en berne le drapeau de la réinsertion ! Bien sûr, il y a ceux qui s'en sortent, qui ne se retrouvent pas seuls et sans le sou à la sortie. Ceux qui possèdent des moyens d'adaptation, une lecture de leur misère. Mais les statistiques des récidives nous parlent de l'échec de la prison. On nous entretient des réformes pénitentiaires... mais parfois un journaliste raconte toujours à nouveau le terne quotidien entrecoupé de brimades, de casier judiciaire qui empêche de retrouver du travail, ces détenus qui crient qu'on les dépersonnalise, qu'on les infantilise et les dégrade. Le psychiâtre d'un de nos pénitenciers ne dit pas le contraire : "C'est clair que nous infantilisons; sans cela comment supporteraient-ils la prison ?" Trop souvent la prison n'est que le prolongement d'une situation miséreuse, miséreuse parce que déjà toute inscrite, miséreuse parce que totalement intériorisée. Et comme le dit un vieux de la vieille : "Alors, avec tout ça, on est jamais si proche de rentrer en prison que quand on en sort".
Car la prison finit par créer un groupe à part, une classe d'exclus parmi les exclus.
Et c'est là-contre qu'il s'agit de lutter; pour que l'on rende leur dignité aux détenues et aux détenus; que l'on cesse de toujours à nouveau les rejeter et de leur reprocher alors leur marginalité ! Il n'est pas suffisant de dire comme l'a fait un aumônier-stagiaire : "Ne trouvez-vous pas que c'est une bonne chose, déjà, qu'un individu malsain pour la société en soit retiré pour une certaine période ?"
Ce débat est en définitive très proche de celui qu'il s'agit de mener en faveur de toutes les minorités : étrangers, membres du troisième âge, pauvres dans un temps de prospérité, jeunes hors de la course au profit,...

C'est le combat politique de ceux qui croient encore à la dignité de l'individu, quel qu'il soit, face à la masse uniformisante et asservissante.

NT

Groupe Action Prison Genève
case postale 99 1211 Genève 8
tél. 022 / 74 16 48

Groupe Action Prison Lausanne
case postale 305 1000 Lausanne 17

Groupe Action Prison Neuchâtel
Cassarde 19 2000 Neuchâtel

Comité Prisons
Nord 3 2300 La Chaux-de-Fonds

Aktion Strafvollzug *
case postale 3003 3000 Berne 7

LE PASSE-MURAILLE
journal des prisonniers

rédaction
Nord 3 2300 La Chaux-de-Fonds

administration
CP 99 1211 Genève 8 CCP 12-19314

éditeur responsable
Marie- Jo Glardon CP 99 1211 Genève 8

imprimé sur papier recyclé par
rapidoffset la chaux-de-fonds

A L'OCCASION D'UN DEPART VERS HAITI. Les animateurs principaux du groupe FSF Jura se sont mis au service de l'Ecole normale de Lavaud, à Port-de-Paix, en Haïti. Leur départ s'est intégré dans une réflexion solidaire de la communauté villageoise et paroissiale de Lajoux.

Le programme mis sur pied comprenait :
- une soirée avec le film "Le pouvoir des pauvres" révélant les causes profondes du fossé entre pays riches et pauvres;
- une rencontre-débat sur nos liens avec le tiers-monde, animée par François de Vargas, ancien secrétaire romand de la Déclaration de Berne;
- une journée "portes ouvertes" avec information, présentation de panneaux, vente de café et sacs de jute en provenance du TM;
- des rencontres avec les enfants des écoles;
- une eucharistie dominicale suivie d'un repas communautaire.

C'est au cours de cette eucharistie que Raymond et Adrienne ont livré l'essentiel de leurs motivations :

"La décision que nous avons prise est le fruit de notre vie au milieu de vous, avec vous; le résultat d'un cheminement que nous avons fait ici, dans cette communauté et à travers nos engagements dans le mouvement Frères sans frontières. Ce départ n'a rien d'héroïque. Pour nous, il n'est que la suite d'un engagement à vivre au plus près de nos convictions, de notre foi en Celui qui, tous les jours, par les autres et par les événements, nous interpelle.(...) Nous avons envie de nous laisser secouer par d'autres qui ont beaucoup à nous apporter. Où que nous soyons et quoi que nous fassions, l'important est que nous répondions, chacun à notre manière, à ce que le Christ attend de nous. Aimer, ce n'est pas donner, c'est partager".

ASSEMBLEE GENERALE FSF. Elle s'est déroulée le I7 septembre I977 au Bouveret. Le rapport d'activité a mis en évidence la volonté du mouvement d'affecter les volontaires dans des projets de base viables et qui appartiennent aux gens de la région. La moyenne d'âge des volontaires a été, au stage de préparation, de plus de 28 ans, et le nombre des couples était élevé. Les comptes I976 bouclent avec un déficit de I2'092 fr et le prochain budget accuse un passif plus élevé encore. Cette situation a suscité une réaction : une action sera lancée dans chaque canton, en lien avec les anciens, pour permettre une meilleure connaissance du mouvement, d'une part; un appui financier accru, d'autre part. Cette action sera coordonnée par notre caissier Armand Chassot. L'assemblée a fixé la cotisation pour l'année 77/78 à 30 fr par membre.

Les membres du comité FSF ont été réélus pour une période de deux ans, notamment : François Cordonier, président; Charles Masserey, aumônier romand; Guy et Janine Balet, président-fondateur; Armand Chassot, caissier; Cosette Bordigoni, vice-présidente; Martine Palicot, déléguée FSF au comité GVOM.

Les travaux d'installation du chauffage sont pratiquement terminés, menés à bonne fin grâce au dévouement du gardien Roger Dubosson.

AU VALAIS, NOUVEL EVEQUE. Nous nous unissons à la joie et à l'action de grâce des chrétiens du Valais pour saluer l'accession à l'épiscopat de Mgr Henri Schweri. Nous formulons des voeux pour la fécondité de la mission de l'apôtre du Valais et l'assurons de notre soutien fidèle. Nous n'oublions pas que c'est au Valais que notre mouvement a pris naissance, avec l'appui de Mgr Adam auquel va notre reconnaissance particulière.

MARIAGE. Daniel Laffely et Annette Fonjalaz, le I7 septembre I977 à St Saphorin. Leur adresse actuelle : Mission de Ruyingi, D.Sp II9, Bujumbura, Burundi.

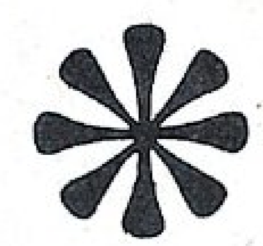
NAISSANCE. Yolande, au foyer de Rachel et Claude Crittin, animateurs au groupe FSF Valais, le 29 septembre I977, Les Combes, I96I Grimisuat.

COOPERATION MISSIONNAIRE. Le Conseil missionnaire catholique suisse a cessé d'exister pour faire place à des groupes mieux adaptés à chaque région linguistique du pays. Le groupe de coopération missionnaire en Suisse romande, pour sa part, sera une plate-forme d'échanges et de stimulation entre les membres pour les tâches missionnaires en Suisse Romande, ouvertes à la dimension universelle et au devoir de solidarité. FSF sera présent au nouveau comité de ce groupe, présidé par M. l'abbé Denis Clerc, délégué à la mission. Le secrétariat sera assumé à tour de rôle par les différents membres. Une commission suisse coordonnera les 3 groupes régionaux.

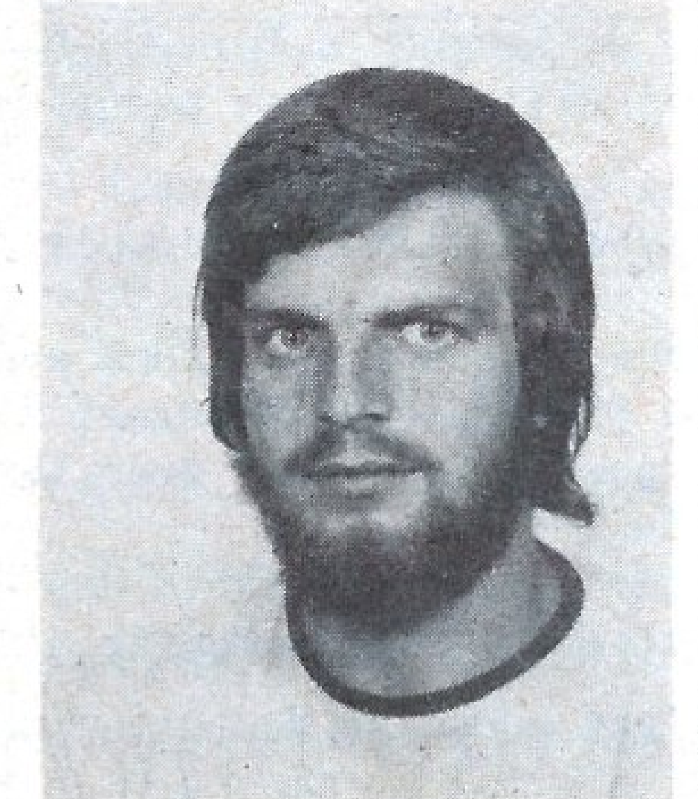
JOURNEE DES ANCIENS. Le I8 septembre une soixantaine d'anciens volontaires FSF se sont retrouvés au Bouveret à l'enseigne d'un "nouveau style de vie". Le foyer Chatagny, de Corserey a témoigné de son expérience paysanne où les familles de 3 frères travaillent un domaine en commun, en respectant les aptitudes propres à chacun. Le foyer Pierre-Yves Moret de Villars-sur-Glâne, travailleurs sociaux, a partagé avec un autre couple la voiture commune, la caisse commune, la garde des enfants, sans négliger les engagements du centre d'accueil Release, et dans le quartier de HLM, et la prise en charge des études de l'un d'eux. M. Pierre Voëlin, professeur à Fribourg a vécu avec d'autres couples et célibataires, des partages hebdomadaires avec une seule préoccupation : prendre au sérieux Jésus-Christ et créer une communauté de foi.

Ces exemples de vécu ont permis aux anciens, réunis en petits groupes et en carrefours par centres d'intérêts, de partager d'autres expériences et de chercher la manière de régénérer notre style de vie.

La prochaine journée des anciens se déroulera au Bouveret, au mois de mai.



Départs outre-mer





Camille Carron, agriculteur, de Fully, et Alain Monnay, monteur-électricien de St-Maurice, le 20 septembre 1977 pour le projet d'Animation rurale de Mwesi, B.P. 47 Cyangugu, Rwanda. Ils succéderont au foyer Granger qui a lancé le projet, dans la formation de jeunes paysans et jeunes artisans, et dans la formation de responsables de coopératives.



Annette Laffely-Fonjallaz, institutrice au village de Puidoux, le 27 septembre 1977, pour la Mission de Ruyigi, D.Sp. 119, Bujumbura, Burundi. Elle enseignera les élèves de la première année secondaire qui vient de s'ouvrir à Ruyigi.

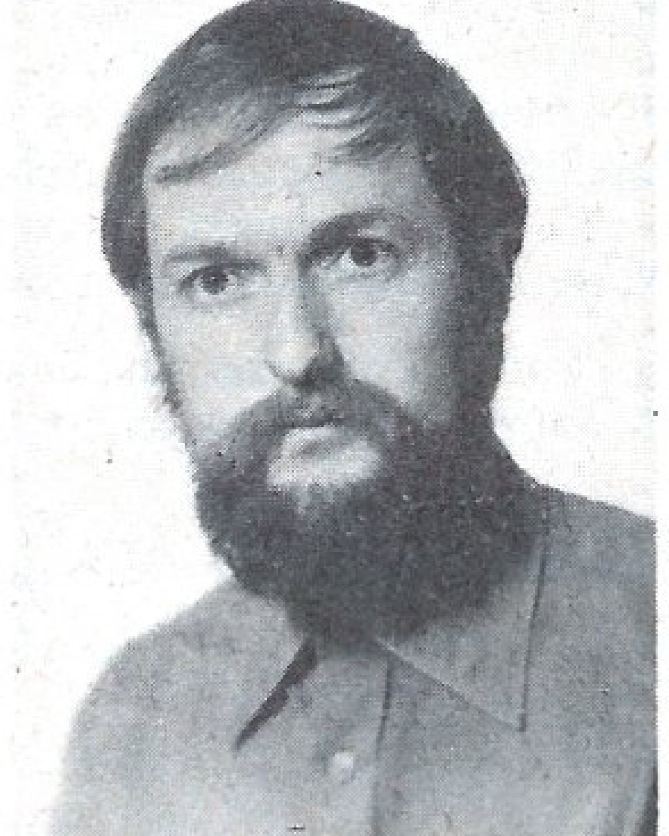


Denise Beckmann, infirmière-puéricultrice à l'hôpital cantonal de Fribourg, le 23 octobre 1977 pour la Pouponnière de Tokoin, B.P. 8051, Lomé, Togo. Elle assurera les soins aux enfants et la formation du personnel togolais.

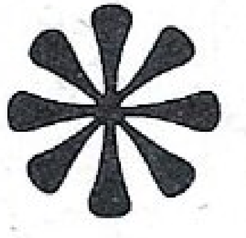


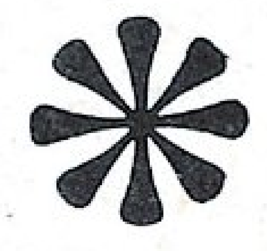
Colette Chavaz, éducatrice spécialisée, à Genève, le 11 octobre 1977, pour la Mission de Macusani, Casilla 102, Macusani, Pérou. Elle sera l'éducatrice responsable du secteur enfance de la mission et assurera la formation des animateurs.

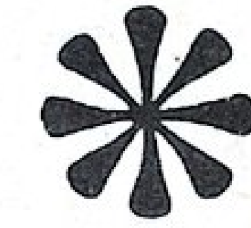




Peter Bischof, comptable, à Lugano, le 10 novembre 1977, pour l'Evêché de Port-de-Paix, Haïti. Il sera responsable de l'administration diocésaine et de la formation d'Haïtiens pour l'administration.







SESSION DE 3 SEMAINES

Cette session s'adresse aux candidats qui se préparent à travailler outre-mer; elle est aussi destinée à toute personne qui veut prendre le temps de faire le point sur son engagement dans le monde d'aujourd'hui.

Les participants aborderont plus en profondeur les questions concernant leurs relations avec les autres ici et outre-mer, la rencontre d'autres cultures, le message biblique, leur foi, le travail missionnaire, le développement en général et leur propre développement. Les éléments proposés ainsi que la vie de groupe doivent permettre une démarche personnelle.

Le contenu et le programme de la session seront précisés avec les participants.

Date : 9 - 3I janvier I978

Prix : célibataires : fr. I5.-- par jour; couples : Fr. 25.-- par jour

Lieu : Longirod (VD)

Animation : Gilbert Zbären et Georges Andrié, pasteur

Pour tout renseignement, s'adresser à Gilbert Zbären ou Georges Andrié, Département missionnaire ou GVOM, Chemin des Cèdres 5, 1000 Lausanne 9, Tél. (02I) 37 34 2I

****

DU PEROU AU MEXIQUE

Jean-Pierre Bastian, théologien, et sa femme Danielle, professeur de français, viennent d'entrer dans la communauté GVOM.
Depuis deux ans ils travaillent l'un et l'autre au séminaire baptiste de Mexico mais ils ont souhaité consolider leurs liens avec les églises de Suisse.

Jean-Pierre, formé à Lausanne, Paris et New York, enseigne principalement la philosophie de la religion et l'histoire de l'église. Il participe au travail pastoral de la communauté protestante de Mexico et avec les autres professeurs et étudiants du séminaire, il s'est engagé dans un travail social important dans le secteur agricole.

Danielle enseigne le français aux étudiants des divers séminaires de Mexico et a créé une coopérative d'artisanat qui produit des objets qui sont commercialisés aux Etats-Unis.

DEPARTS :

*William Bolle de Marin près de Neuchâtel, part pour Oujda (Maroc) où il travaillera dans le cadre de l'Orphelinat de la Société Musulmane de Bienfaisance comme instructeur en électricité - théorie.

*Bruno et Hanny Santini de Fribourg partiront pour Casablanca (Maroc). Bruno aura la charge d'animateur pédagogique des centres de formation professionnelle en voie de marocanisation.

ERRATA

Rectifions l'adresse actuelle d'Olivier et Mireille Favre, rentrés du Maroc :
Ferme du Château I53I Grandcour

APPEL AUX GROUPES NON-VIOLENTS ET AUX PERSONNES INTERESSEES.

Nous avons rapporté dans Interrogation la session du Bouveret organisée par EIRENE. Aujourd'hui, nous publions un appel lancé par les participants qui s'unissent pour proposer une suite concrète :

Considérations générales : Il est insuffisant que la critique d'une société de violence ne soit que verbale ou même qu'elle se contente de proposer des alternatives limitées à certains secteurs de la société ou de l'homme. Il nous paraît indispensable que l'alternative à la violence soit également proposée sur le plan politique. De plus nous sommes convaincus qu'une société non-violente ne peut être que décentralisée et autogestionnaire.

Objectifs globaux

I) Promouvoir la non-violence comme méthode de lutte efficace.
2) Promouvoir la non-violence comme méthode populaire de lutte.

Moyens.

I) Information sur la non-violence * auprès de la population
* auprès des groupes engagés dans un changement de la société
2) Formation à la non-violence par sessions.
3) Formation continue des militants non-violents.
4) Organisation d'actions non-violentes locales, nationales et internationales.
5) Engagement dans des actions non-violentes ponctuelles organisées par divers mouvements.
6) Recherche permanente sur la non-violence et notamment sur la défense populaire non-violente et le transarmement.

Propositions.

Nous devons constater qu'en Suisse Romande les groupes non-violents sont insuffisamment engagés dans une dynamique telle que nous l'avons définie ci-dessus. Pour y remédier, nous pensons qu'il est nécessaire :
I) de nous regrouper autour d'une plate-forme idéologique que nous avons rédigée et que l'on peut obtenir auprès d'EIRENE,
2) de nous organiser dans des structures plus "contraignantes" et plus motivantes que celles existantes,
3) de nous engager personnellement en temps et en argent.

Engagement. Il est nécessaire que toute personne intéressée puisse discuter de ces propositions, aussi un lieu et une date ont-ils été fixés : Samedi I7 décembre, I4hI5 au Centre Universitaire Catholique (CUC), Bd de Grancy 3I, Lausanne.
EIRENE reste à la disposition de chacun pour lui envoyer des renseignements complémentaires. Notre adresse : BP I2 2013 Colombier.

****

FSF - GVOM - EIRENE - FSF - GVOM - EIRENE

SEMAINE DE L'UNITE I978 : I8 au 25 janvier :

DES EQUIPES POUR ANIMER ENSEMBLE LES PAROISSES

Les 3 Comités (FSF, GVOM, EIRENE) ont eu l'idée de proposer quelque chose en commun aux paroisses, au moment de la Semaine de l'Unité en janvier I977. L'idée est d'aller plus loin et de renouveler cette première expérience.
Que pouvons-nous offrir, proposer, demander aux paroisses et à divers groupes ? Il y a notre expérience de travail en commun, l'oecuménisme; nos relations avec des groupes, des organismes, des Eglises en Afrique, en Amérique latine, en Europe... Il y a notre volonté d'être un relais, une tête de pont entre des lieux, des personnes en Suisse. Oui, mais comment ?
Thônex, Villeneuve, Chaux-de-Fonds, Saignelégier, Fribourg... des expériences qui nous ont permis d'avoir des points de référence pour construire la suite...Nous aimerions avoir de petites équipes prêtes à proposer l'animation d'une soirée pour des groupes petits et grands, de paroisse ou autres; prêtes à animer une réflexion à plus ou moins long terme.
GVOM, EIRENE, FSF, nous avons chacun et ensemble des expériences que nous aimerions partager. Nous avons des idées, des besoins, des envies de solidarité. Si cela vous intéresse et que vous avez envie (il n'y a pas besoin de savoir) de participer à l'animation : d'une séance-d'un jeu de simulation-d'une discussion-d'un débat après un film-d'un culte ou d'une messe, etc... si vous avez envie de vous former à ce genre d'animation, si les questions concernant le développement, l'envoi de volontaires outre-mer et leur retour, si vous vous demandez pourquoi ou s'il faut encore envoyer des coopérants, des volontaires, des missionnaires... Si l'un ou l'autre de ces aspects vous intéresse, venez à l'une de nos deux soirées de lancement.

Les soirées de lancement auront lieu à :

LAUSANNE, le mardi I5 novembre I977 à I9h00 au Centre universitaire catholique (CUC), Boulevard de Grancy 29-3I.

NEUCHATEL, le vendredi I8 novembre I977. Pour tout renseignement, veuillez vous adresser à:
FSF, Gd-Rue 34, I700 Fribourg (037)22 00 76 ou GVOM, 5, ch. des Cèdres I000 Lausanne 9
(02I)37 34 2I

OKU LIMA

LE DEVELOPPEMENT RURAL VU A LA BASE

Ce livre sera pour beaucoup une révélation. "OKU LIMA" veut dire : labourer, semer, cultiver. Ce terme umbundu se retrouve, avec quelques variantes, dans la plupart des autres langues bantoues. Il signifie le travail traditionnel par lequel le petit paysan africain obtient sa subsistance, en opposition avec l'agriculture moderne technicisée à l'occidentale des grandes plantations produisant pour l'exportation.

Sans l'accord et la participation active de la paysannerie traditionnelle, aucune solution aux véritables problèmes de l'Afrique n'est possible. Et les meilleurs projets de développement rural des gouvernements, agences internationales ou organismes philanthropiques sont souvent voués à l'échec.

Fort d'une expérience de plus de vingt années "passées sur le terrain", Edmond Racloz fait découvrir à ses lecteurs, à l'aide de nombreux exemples révélateurs, les difficultés rencontrées par les techniciens engagés dans les actions de développement. Il repère les principales raisons des résistances observées en général de la part des populations locales. Et il signale quelques recettes efficaces, en démontrant l'importance des relations humaines.

Cette intéressante découverte des problèmes aujourd'hui de l'agriculture en Afrique s'accompagne, pour le lecteur, d'une tout aussi passionnante découverte de la culture et de la mentalité africaine.

Après avoir travaillé dix-sept ans en Angola, Edmond Racloz a été chargé par le Comité de coordination des projets agricoles de l'Alliance missionnaire évangélique et du Département missionnaire des Eglises protestantes de la Suisse romande, en I97I, de stimuler la lutte contre la malnutrition dans les Eglises associées d'outre-mer. Il a pu ainsi visiter une vingtaine de pays d'Afrique et Madagascar.

L'ouvrage peut être obtenu aux Editions du Soc, Case postale I36, I000 Lausanne 9.

★ Nouvelles d'Outre-Mer ★

Cratéus, le 22 juillet I977

Aimable famille Chicam Bernardo et les enfants,
Saudade...

Nous avons reçu encore une visite de vous au travers de votre lettre qui nous a réjoui puisque nous désirions toujours votre bonheur.

Ici comme toujours l'homme du Céara souffre de grosses pressions et aussi de la faim. Actuellement tout ce qui est commerce souffre financièrement. Principalement pourtant l'homme de la terre. Ce qu'il a est déjà peu et n'a plus de prix. Alors il reste sans rien. Dans certains endroits, la pluie arrivée trop tard a encore abîmé les légumes qui restaient.

Ça paraît incroyable mais il fait froid maintenant à Cratéus. Quand le jour se lève, on se sent sans courage pour se lever. On n'est pas habitué avec le froid nous qui sommes des enfants de la chaleur. Cette chaleur qui vous accompagnait à toutes les heures et qui aimait faire le chemin avec toi jusqu'à l'hôpital.

Parlons un peu d'Arcelino. Il continue en pleine souffrance, torturé par les douleurs qui ne le laissent plus tranquille. Il n'a qu'un repos lorsqu'il est sous l'effet des analgésiques. Quand la dose perd son effet, on en recherche une plus forte.

Pour lui l'important est de revoir toujours de nouveaux jours naître. Un jour est très précieux, principalement lorsqu'on sent les forces s'en aller et qu'on reste attentif à donner une vraie valeur à la vie.

Nous aimons beaucoup vivre et nous vivons avec plus d'intensité quand nous savons que cette vie là n'est pas éternelle.

J'ai tellement de peine pour papa. C'est horrible de voir une personne que nous aimons souffrir autant sans que personne ne puisse rien faire. Il y a des moments durant lesquels je lève les yeux vers le ciel et je demande à Dieu, en prières, un soulagement. Je demande que Lui nous indique ce que nous pourrions faire pour lui.

La réponse me vient à travers l'Evangile que nous lisons tous les jours. Nous découvrons ainsi que papa a été choisi pour donner le vrai témoignage de Dieu.

Je ne sais pas si c'est faux de dire cela, mais je crois que papa devient un peu le Christ et près de lui on se sent si petit.

Il ne peut maintenant plus se nourrir et son organisme s'est fatigué de fonctionner. Il reçoit seulement un goutte à goutte vitaminé par jour.

Le Dr. José s'occupait de papa et a même fait des visites spontanées non demandées. Le 29 juin mes parents ont fêté leurs 23 ans de mariage et par coïncidence le Dr. José était chez nous. Il n'a pas refusé une petite bière gelée et il s'est réjoui avec nous en faisant même sauter des pétards. Maintenant c'est le Dr. Geraldo qui vient. Il est très bon, ne veut rien, même quand je vais l'appeler.

Et cela est un sourire de Dieu.

Tu sais Chica, en voyant toute cette souffrance et principalement en sachant qu'il s'agit d'un être humain, il naît en nous une bonne chose, un désir de Dieu, un désir de paix qu'on ne rencontre qu'en parlant avec Dieu.

Il y a des moments durant lesquels on se sent léger, sans n'avoir plus peur de rien, une espèce de sécurité et il semble que le Christ est avec et au milieu de nous. Je crois cela parce que quand je me réveille au milieu de la nuit, j'écoute et je devine les douleurs de papa. Alors c'est comme un noeud qui se forme au fond de ma gorge et mon coeur se serre. Alors je prie et peu à peu je vois mon papa s'endormir et la douleur s'endort avec lui.

Comme il est bon alors d'avoir un Dieu !

Les vacances se terminent. Je suis triste seulement d'y penser mais en même temps je sens que je dois retourner à Fortaleza et étudier, étudier pour de bon.

J'ai la certitude que tous les efforts que papa a fait pour que nous puissions étudier seront récompensés. Je crois que je vais donc y retourner avec beaucoup plus de courage malgré les difficultés, malgré les conditions difficiles. La vie recommence chaque fois qu'on a le courage de l'affronter.

Tu te rappelles de l'an passé ? Quand toi et moi sommes allées voir papa à l'hôpital à Fortaleza. En chemin je te demandais : Qu'est-ce qui nous attend ? J'avais très peur et beaucoup d'angoisse au dedans de moi. Et après, là-bas, nous étions heureuses, riant de la victoire. Ça a été tellement bon. Papa est revenu à la maison fort et beau et nous avons eu de nouveau un foyer plein de paix et d'harmonie.

Jamais je n'oublierai ce temps là et qui sait, nous vaincrons peut-être encore une fois !

Papa a reçu beaucoup de grâces de Dieu et il dit que s'il pouvait encore vous voir dans cette vie ce serait encore une grâce.

Je vais terminer cette lettre avec nostalgie. Ici nous vibrons déjà pour votre prochain retour.

Lucia.

* * * * * * *

Arselino est mort le II août sans avoir revu Chica et Bernardo arrivés à Cratéus le 2I. Selon des nouvelles reçues il a attendu jusqu'au bout alors que son corps était déjà en partie mort.

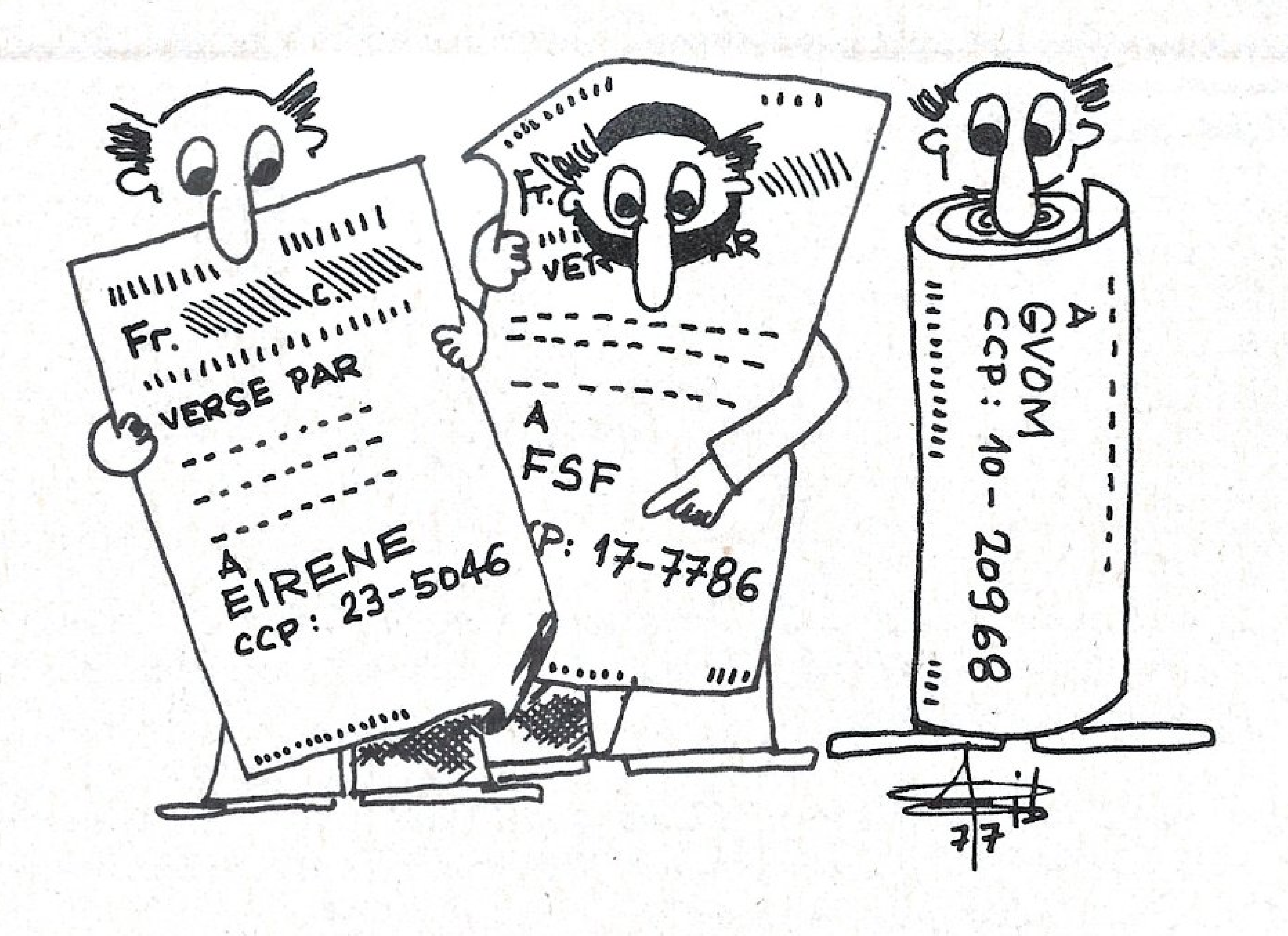
A un ami venu lui révéler qu'il ne souffrait pas d'un ulcère mais d'un cancer, il lui déclara : "Tu étais mon ami et je t'aimais. Maintenant tu es mon ami en vérité et je t'aime plus encore".

* * * * * * *

Pour assurer le "bourgeonnement" de nos sections en I978, nous vous rappelons l'existence du bulletin vert que nous avons glissé dans ce numéro, comptant sur votre contribution annuelle.

Nos trois organismes EIRENE, FSF et GVOM ont en effet besoin de votre appui.

Nos organisations ne peuvent assurer l'envoi de volontaires, leur formation, les frais des secrétariats, sans vos dons substantiels. Nous comptons sur votre appui.



J.A. 1000 LAUSANNE 9

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne